

La banalité impensée du mal

Laurence Ricard revient sur ses années à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) et réfléchit à ce que veulent dire, pour les enfants, abus, négligence et protection.

Quand je tente de revenir sur mes cinq années de pratique du droit en protection de la jeunesse, je me retrouve d'abord devant un épais brouillard, un désert de mémoire. Les souvenirs résistent à l'exercice, ils se terrent au fond de mon ventre. Ce n'est qu'en commençant à décrire, pour les fins de ma thèse de doctorat, les types de maltraitance des enfants que j'ai réalisés que chaque terme avait une résonance précise, qu'il évoquait des images, des voix, des émotions. On ne parvient à travailler au quotidien en protection de la jeunesse qu'en vidant les mots de leur sens, au moins en partie. Mais parler de cet univers nécessite non seulement de nommer la source de la souffrance, mais aussi de laisser résonner la charge émotive des mots.

Je savais qu'écrire cet essai serait difficile. Comme il m'était difficile de ne pas penser à mes dossiers quand je rentrais à la maison, à l'époque où j'étais avocate en protection de la jeunesse. Je n'ai jamais su comment faire autrement que de m'imaginer à la place de l'enfant. Après mon premier mois de pratique, j'ai compris que je ne serais plus jamais la même. Tous les autres enjeux sociaux m'apparaissent plus fades, moins pressants. Et je suis à court de mots pour exprimer l'urgence de réfléchir collectivement, avec plus de sérieux, d'empathie et de lucidité, à notre violence et à comment elle se répercute inévitablement sur nos enfants.

Quand j'essaie d'en parler avec des connaissances politisées, j'ai toujours l'impression que la protection de la jeunesse n'est pas vue comme un enjeu politique réel. Trop marginal. Un sous-produit de la lutte des classes pour certain-es, un mal nécessaire pour d'autres. S'il y a un problème, c'est la Direction de la protection de la jeunesse (ce concept veut désigner une institution qui n'existe pas comme telle : il existe plutôt des personnes physiques appelées directeurs de la protection de la jeunesse). L'institution est la source du mal. Mes amis de gauche rejettent du revers de la main le système, le condamnent. Je comprends ce réflexe. L'État ne sait pas faire dans la dentelle ni dans le relationnel. Il débarque avec ses gros sabots, cible ceux qui ne lui ressemblent pas, celles qui n'ont pas fait d'études, ceux qui en arrachent déjà, celles qu'il nourrit, ceux qui l'alourdissent de responsabilités. Il arrive avec son appareil bureaucratique étouffant et brasse les gens comme des cartes. L'État doit prendre des décisions, il ne peut pas supporter l'ambivalence, l'ambiguïté, les nuances. Ses

représentant-es en souffrent d'ailleurs aussi, écrasé-es par le poids de la responsabilité de faire des choix, de décider ce qui est insupportable et ce qui doit être fait devant l'insupportable.

Le système de protection de la jeunesse est une institution comme les autres : quand il fonde sa réponse sur un mauvais diagnostic de la réalité, il peut créer de la souffrance au lieu de la soulager. La DPJ en fait toujours trop ou pas assez. En se concentrant sur l'institution, on perd de vue le phénomène auquel elle tente de répondre. Je suis heurtée par l'aveuglement dans lequel on s'enfouit quand on ne fait que critiquer la réponse sociale à la maltraitance des enfants. À en croire les discours ambiants, il suffirait presque d'éliminer l'institution pour éliminer le problème.

La réalité, pourtant, c'est que l'insupportable existe. La réalité est insupportable. Et le plus difficile à accepter, c'est que le seuil de l'insupportable varie selon les particularités de chaque individu, parce qu'on le porte tous, un peu, à l'intérieur de nous. Je crois profondément qu'on a une responsabilité collective face à l'insupportable, et qu'on doit apprendre à agir collectivement avec plus d'humilité. Pour apporter une réponse plus humaine à la maltraitance des enfants, il faut reconnaître qu'il s'agit d'un problème éminemment humain, qui prend sa source dans une vulnérabilité que l'on a en commun. Ça implique de comprendre tous les jeux de pouvoir qui entrent dans la relation d'aide et dans le concept de protection. Ça demande aussi de reconnaître que l'être humain est imprévisible, et qu'on ne fera toujours que de la gestion de risques.

Chaque fois qu'on parle du drame de « la fillette de Granby », mon corps se tend, mes muscles se raidissent, je deviens dure, cruelle. Je n'ai pas envie de verser plus de larmes pour cette enfant, qui a trouvé la mort, que pour ceux et celles qui endurent encore. Toute personne qui a travaillé dans le domaine vous le dira : son dossier n'avait rien de particulier. Il y en a des milliers au Québec, des fillettes de Granby. Aujourd'hui, maintenant, sous vos yeux. Et vous refusez encore de les voir, comme vous refusez de voir leurs familles, de peur de vous y reconnaître. On préfère croire à un cas isolé, penser qu'il y a de mauvais parents, qui ne sont pas nous, pas nos ami-es, pas nos voisin-es, mais d'autres. On ne peut pas *vraiment* penser à ces enfants parce qu'on est incapables de penser l'enfance sans la romancer, l'épurer, la dénaturer. Parce qu'on est incapables de penser notre propre enfance.

Nous aimons bien, à gauche, les explications structurelles et systémiques. En parallèle, cependant, dans les dernières décennies, il me semble que l'on a abandonné